



L'Europe enchaînée

En tant que citoyens européens, nous avons probablement tous entendu parler de l'histoire de la construction européenne. Porteuse de solidarité, de coopération entre des peuples meurtris par la seconde guerre mondiale, les Etats anciennement ennemis déposent leur haine pour s'unir sous leur propre bannière étoilée.

L'idée est belle, et de fait, l'Europe n'a connu aucune guerre sur son sol depuis lors. Et aujourd'hui, quel est le but de l'Europe ? L'assise donnée par la construction institutionnelle n'est-elle pas prétexte à une concentration de pouvoir potentiellement dangereuse ? Quelle politique est impulsée par l'Union ?

Construction libérale

Un examen des textes juridiques fondant l'Europe permettent d'appréhender les rails politiques posés. Et celui-ci peut, du point de vue économique, se résumer en un mot : le libéralisme. Entendons-nous, le libéralisme économique se définit comme une idéologie politique prônant le libre échange, la libre concurrence, la marchandisation des biens et services. La notion de « libre concurrence » est à l'heure actuelle présente dans deux articles de principe, au début du traité instituant la communauté européenne. Le libéralisme et

la construction européenne actuelle sont donc consubstantiels, l'un va avec l'autre à l'aune de la législation gravée dans le marbre et appliquée depuis.

Impossible démocratie

L'Europe s'est donc construite autour de la doctrine du libéralisme économique, mais devant la remise en cause de celle-ci, quelles réponses sont possibles du point de vue démocratique ? Dans l'organisation actuelle de l'Union Européenne les citoyens peuvent intervenir sur les politiques de l'Union en choisissant leurs représentants au sein du Parlement européen. Cette institution qui possédait originellement un rôle seulement consultatif a gagné en puissance au fil de l'évolution des textes législatifs. Ses pouvoirs restent cependant encore assez limités car l'initiative législative (l'écriture de lois) reste l'apanage de la Commission européenne.

Quand bien même les députés européens auraient un pouvoir conséquent, quelle est leur véritable marge de manoeuvre ? Les parlementaires européens ne sont pas seulement sous l'influence de leur parti, mais aussi des industriels via la présence des lobbyistes. Il y a environ 20000 à 30000 lobbyistes à Bruxelles, soit plus que le nombre de fonctionnaires présents dans l'institution ! Dans ces conditions, quelles sont les chances pour que les citoyens des différents états membres puissent voir leur avis politiques entendus et appliqués ?

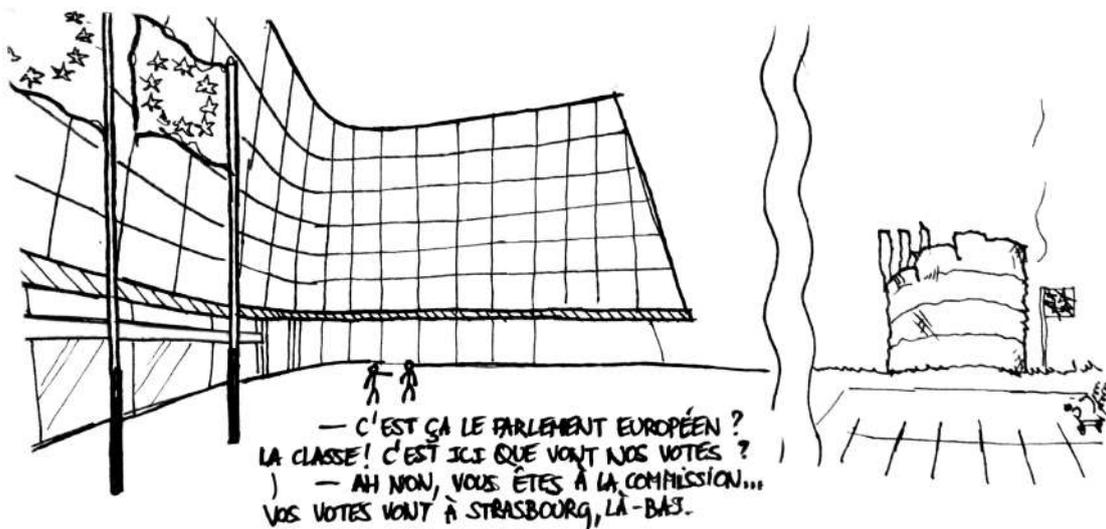
La question se pose également en France en 2005 lors du référendum sur le traité établissant une constitution pour l'Europe. Rejeté à la majorité par les Français, il sera abandonné mais les mesures qu'il contenait seront intégrées en 2007 dans le Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne. La ratification de ce traité, en imposant des mesures

rejetées par les Français, ouvrira une fracture durable entre les citoyens et l'Union Européenne.

Incompatibilité écolo

L'UE, en tant qu'institution contrainte par les différents traités, apparaît comme un lieu démocratique limité. Comment dans cette configuration espérer que l'UE permette de répondre aux enjeux du XXI^e siècle, à commencer par l'écologie ? Ce dernier enjeu a gagné en importance ces dernières années avec l'accélération du réchauffement climatique et les publications régulières du GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat) alertant sur les conséquences des activités humaines sur notre environnement, et donc à terme sur nos conditions de vies.

La suite en page 3



Contacts

L'Insatiable
Journal des étudiants de l'INSA Lyon
20 av. Albert Einstein
69 621 Villeurbanne Cedex
Web : <<http://insatiable.insa-lyon.fr>>
E-mail : <alain.satiabile@gmail.com>
Ce journal respecte le droit de réponse.
Sophie, Ilan, Gaetan et Blac

Merci !

Merci au kfé
Merci au bilibu
Merci les gens !
Merci Patron
Et Merci Expresso !

L'Insatiable - Expresso 2019
La maquette avait besoin d'un fix



Édito

Par Ilan

Attention :
spoilers Game Of Thrones
Saison 8 !

Qui montera sur le trône ?

Les productions audiovisuelles américaines sur-marchées et lissées à l'extrême ont elles définitivement abandonné tout caractère subversif ? On pourrait être tenté de souscrire à cette analyse, tant l'élimination méthodique de toute asperité a pu s'opérer en parallèle d'une industrialisation de la production. Pourtant, certains ont su proposer des intrigues profondément politiques, en filigrane ou très directement. Citons ainsi House of Cards, une plongée dans les manipulations et coulisses du champ politique américain, décrit comme très réaliste par Bill Clinton lui-même.

Côté fantastique, Game of Thrones développe une intrigue intéressante sur plusieurs aspects.

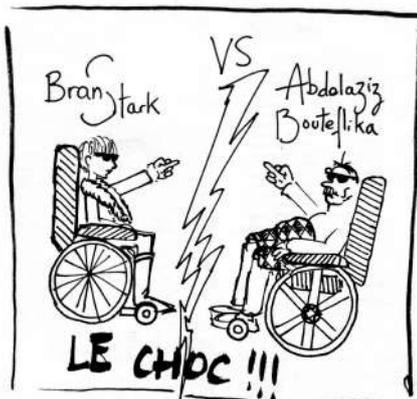
Ancrés dans un univers d'heroic fantasy improbable, où se côtoient mort-vivants et dragons, les enjeux politiques sont eux d'un réalisme total, décrivant des humains et des groupes sociaux luttant pour le pouvoir comme ils le feraient sans l'aspect fantastique de leur univers. Mieux encore, on pourrait dire que les véritables dangers qui pèsent sur les protagonistes ne sont jamais les créatures magiques, mais bien l'humain, ou plutôt leurs interactions. Il est par ailleurs possible d'analyser la série comme une critique, non pas des hommes mais de leur rapport au pouvoir en tant que tel, car sa quête est la cause de tous les maux de la série. Les individus qui souhaitent obtenir le pouvoir et l'ob-

tiennent se révèlent tyranniques, brutaux, et sont identifiés comme tels par le spectateur. Au contraire, les personnages cherchant à éviter cette quête sont les vertueux, aimés, et souhaités comme futurs détenteurs du pouvoir, à la fois par les autres personnages et par les spectateurs.

Dans la saison 8, Jon Snow ne veut pas du trône et s'obstine à le refuser, dans un acte de loyauté et d'humilité. Ce personnage est aussi le symbole, dans toute la mythologie qu'il transporte, notamment au travers de sa résurrection, d'une pureté, d'un idéal vertueux. A l'inverse, c'est lorsque Daenerys s'est mise à convoiter le pouvoir comme objectif autonome qu'elle atterrit dans le camp des tyrans.

La série semble ainsi nous dire que seul celui qui ne veut pas du pouvoir, qui le sait fondamentalement mauvais, saurait in fine s'en montrer digne.

Paradoxe intéressant, qu'il est difficile de résoudre. Une piste serait peut être de ne pas critiquer la convoitise du pouvoir, mais bien le pouvoir en tant que tel. Peut-être, pourrait-on dire, qu'il ne s'agit pas tant de ne pas désirer le pouvoir, mais plutôt de le détruire.



« Violences policières »

Suite au mouvement des « Gilets Jaunes » l'expression est revenue dans les discours médiatiques, que nous apprend-elle du milieu journalistique ?

La question, longtemps éludée par les médias traditionnels, a fini par se frayer un chemin dans le débat public suite au nombre démesuré de blessures recensées sur les manifestants : la compilation de David Dufresne comptabilise *a minima* un décès, plusieurs centaines de blessures à la tête, une vingtaine d'yeux éclatés et cinq mains arrachées. Mais les manifestants ne sont pas seuls à être touchés car de nombreux journalistes ont également été la cible de tirs de LBD (lanceurs de balles de défense) et leur matériel a pu être confisqué dans plusieurs cas.

Si on découvre ces violences aujourd'hui, elles ne sont pour autant pas nouvelles. La doctrine agressive du maintien de l'ordre en France fait de nombreux blessés et morts dans les banlieues depuis plusieurs dizaines d'années, ces violences sont pourtant invisibles dans la presse traditionnelle. Derrière cette invisibilisation se cache peut-être un mécanisme structurel : l'homogénéité sociale. Tentative d'analyse.

Détaillons : la plupart des journalistes sont issus des classes sociales aisées de part la sélection qui s'opère sur les individus. Sélection par l'école car les chances de réussite ne sont pas les mêmes selon le milieu social d'origine. Sélection par l'argent, car les formations de journalisme ne sont pas gratuites et les bourses peu nombreuses. Sélection par la reproduction sociale, car l'attrait pour ces formations dé-

pend de la culture familiale et du rapport aux médias véhiculé par ce milieu. En fin de compte le milieu journalistique se retrouve composé d'une majorité d'individus des milieux aisés, blancs et urbains.

Ce biais de représentation a pour conséquence un biais de traitement de l'information, les milieux populaires en ressortent peu traités médiatiquement, et lorsqu'ils le sont c'est sous un angle fantasmé et dramatisé. Lorsque les violences policières sont finalement arrivées dans les centres-villes aisés, et visés des manifestants qui ne sont pas issus des milieux populaires, alors elles ont plus facilement choqué l'opinion publique et pénétré les milieux journalistiques, d'abord les médias indépendants, puis sous la pression, les médias traditionnels.

L'apparition du mouvement des « Gilets Jaunes » de par la violence de sa répression, engendre donc une remise en question de l'institution policière et de sa nature d'être. La visibilité actuelle de cette violence pose alors deux questions : celle de l'atteinte à la liberté de la presse via les violences policières, mais aussi celle du traitement médiatique à géométrie variable induite par la structure sociale du milieu journalistique. Il apparaît plus crucial que jamais que les journalistes sortent des sentiers battus. Journalistes sortez couverts, mais sortez couvrir les milieux populaires !

BLAC

« Je demeure convaincu qu'un journaliste n'est pas un enfant de chœur et que son rôle ne consiste pas à précéder les processions, la main plongée dans une corbeille de pétales de roses. Notre métier n'est pas de faire plaisir, non plus de faire du tort, il est de porter la plume dans la plaie »

Albert Londres



Éco-droits

Suite de la page 1

Les droits de l'enfant ont aujourd'hui 30 ans : quand seront-ils respectés ? Nous vous proposons ici de les aborder du point de vue de l'écologie.

La convention internationale des droits de l'enfant (CIDE) a été adoptée en 1989 par l'ONU. Elle défend notamment l'écoute de l'opinion de l'enfant, son droit à l'éducation et son droit à la survie. Pourtant, il semble de plus en plus assumé que ces droits ne prévalent pas face aux intérêts économiques de la cour des grands. Rien qu'en abordant la thématique écologique, on observe que nombre de droits de l'enfant sont internationalement piétinés.

Vie

Depuis au moins aussi longtemps la société a pris conscience peu à peu que ses activités ont des répercussions sur l'environnement, la biodiversité et même l'humanité. Alors que le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), créé peu avant la CIDE, sonne l'alarme quant à l'urgence de réduire nos émissions de CO₂ dans son dernier rapport cette année, quelles mesures sont entreprises par les Etats pour éviter les scénarii effroyables qui nous attendent autrement ?

Cette violence infligée par la loi du capital est déjà observable chez les populations défavorisées et bientôt sur nos jeunes générations. L'enfant n'a pas son mot à dire sur son avenir qu'on sacrifie pour l'ambition de court terme des industriels. Où se cache donc le droit à une vie vivable de l'enfant ?

Information

Notre système scolaire occidental nous bassine que la solution réside dans les termes trompeurs et idéologiques de "croissance verte" et de "développement durable", or nombreuses sont les alternatives au libéralisme et au consumérisme. Comment penser autrement lorsque nos cours sont déterminés par les intérêts in-

dustriels et que notre esprit critique est exercé sans remettre en question les énoncés ? C'est ainsi notre droit même à l'information et l'éducation qui est atteint.

Participation

Récemment 30 000 étudiants ont signé le Manifeste étudiant pour un réveil écologique rédigé par des étudiants en Grandes Ecoles. Clément Choisine, un étudiant de Centrale Nantes, dénonçait le rôle actuel de l'ingénieur à la remise de son diplôme, servant les desseins d'un modèle économique obsolète. En parallèle s'est développé un jeune mouvement mondial contestataire de ce système, Youth For Climate, et c'est ainsi que dans 127 pays s'organisent des grèves scolaires. Les jeunes manifestants se compte en plus d'une centaine de milliers dans la rue en France le vendredi. Ce mouvement a été initié par Greta Thunberg, une Suédoise de 16 ans, la première à devoir troquer son droit à l'éducation pour oser réclamer un avenir soutenable. Pourtant malgré toutes ces démarches, qu'avons-nous obtenu si ce n'est l'indifférence complète vis à vis de notre droit à la participation ?

Quand tous ces droits seront-ils respectés ? Les enjeux sont tellement immédiats qu'on peut craindre qu'il ne soit déjà trop tard, et le champ des actions envisageables pour que les générations futures prennent en main leur destin est d'ores et déjà circonscrit par leurs aînés.

Cependant les tentatives de réponses politiques sont au point mort... à cause des traités de l'Union européenne ? Ils semblent en tout cas constituer un élément de réponse à l'impossibilité d'action des gouvernements. Gravé dans le marbre des traités, les principes du libéralisme économique énoncés précédemment apparaissent irréconciliables avec la protection de notre environnement. La mise en concurrence généralisée favorise les biens produits avec le moins de respect de l'environnement, la recherche du profit érigé en règle d'or rend non rentable toute entre-

prise de protection des écosystèmes et la focalisation sur la recherche de la croissance du PIB engendre l'augmentation de la consommation de biens, et donc en fin de course l'augmentation de l'utilisation d'énergie et de ressources matérielles.

Cette limitation du champ des possibles par les traités, couplée à la limitation de la possibilité d'action par la voie démocratique institutionnelle (le vote), engendre d'une part un désintéressement pour les institutions européennes qu'on observe dans la hausse continue de l'abstention, et d'autre part dans l'apparition de mouvements sociaux. Cela s'observe dans les récents mouvements de grèves étudiantes partout en Europe, ou par le mouvement des « Gilets Jaunes » en France. La rue comme lieu d'action démocratique devient alors la seule issue laissée aux peuples révoltés.

ILAN & BLAC



Le-Rot-Vision

À cinq heures du matin, quand le soleil se lève,
Les feuilles de papier pleuvent pour un thème à choisir
Ni l'école ni le foot ne m'inspirant plaisir
C'est donc l'Eurovision qui constitue mon thème.

C'est un rassemblement d'artistes bien choisis
S'affrontant tour à tour au centre de la scène
Ne manquent pas de talent, sont pourtant à la peine
Mon âme de spectateur n'est jamais divertie.

Quel sublime marronnier, fidèle chaque année
Il revient sans cesse venir nous bassiner
Chantez tant qu'il vous plaît, mais faites-moi cette grâce

Laissez-moi donc en paix avec votre concours
Car si la musique est dans mon coeur pour toujours
L'Eurovision, clairement, je n'en ai rien à foutre !



POTINS

Check tes privilèges

Ilan a eu le droit poser une question car c'est un Gilet Jaune

On s'en tamponne

Notre syndicaliste a eu le droit à un tampon orga ! Tout de rouge vétu, il a trompé la vigilance du staff en se faisant passer pour l'un d'entre-eux.

Fake-News

Askip le dessinateur préféré mentir que refaire son dessin !

Faux Fake-News

Pour de vrai la casquette de la CGT est *made in China*...

Bretagne pas libre

Notre ex-rédac chef rage de découvrir que la Bretagne Libre a été classée à droite.

Reminder

Les KitKat ya de l'huile de palme dedans.

Ouin ouin

L'équipe de *L'Insatiable* regrette profondément la présence de bouteille jetables à Expresso. Snif !:(

Les camarades

Merci au L.A.C pour le Scotch !

TRUE STORY

PTDRRR POURQUOI
L'IMPRIMANTE ELLE
MARCHE JAMAIS PAS A LA
FIN DU CONCOURS ? C UN
COMPLIT

Une opinion

En 1933, à Paris, naît un garçon. Né d'un père juif polonais et d'une mère née en Russie, il passe ses trois premières années en France avant d'être emmené à Cracovie par sa famille. La Pologne sera envahie quelques années plus tard.

Le jeune garçon se retrouve clôturé dans le ghetto de Cracovie. Il sera le seul de sa famille à échapper à la déportation. Après la guerre, il apprend le travail de cinéaste, commence à se faire connaître et rencontre Sharon Tate, une comédienne américaine, qu'il épouse. Alors qu'elle est enceinte de huit mois, elle est assassinée à coups de couteau par des membres d'une secte pendant l'absence de son mari. Ce dernier réussit à surmonter sa dépression et reprend sa carrière.

Aujourd'hui, Roman Polanski est une figure du cinéma. C'est l'un des réalisateurs les plus reconnus, l'auteur de plusieurs chefs-d'oeuvre. Il a traversé une série de malheurs indicibles sans perdre sa passion ni son talent. Malheureusement, Roman Polanski est également un criminel. Il a drogué, manipulé et violé une mineure puis s'est enfui lorsque la menace judiciaire s'est fait trop grande.

Ce crime doit-il empêcher de partager et d'apprécier les œuvres de Polanski ? Doit-on mettre un message au début de chacun de ses films pour rappeler que c'est un criminel en fuite ? Ce serait, à mon avis, une erreur. Si l'œuvre appartient à son auteur, ce dernier ne peut contrôler l'interprétation qui en est faite. Le public est maître. Par exemple, ce n'est pas parce que je trouve les tableaux d'Hitler potables que je partage ses idées politiques. Peut-être qu'Hitler souhaitait immiscer subtilement la haine des Juifs dans sa peinture, mais ceux qui l'ont vu ne sont pas devenus nazis pour autant. Dès lors, il suffit au public d'avoir suffisamment de discernement pour se protéger contre les dérives liées aux œuvres d'artistes peu recommandables.

La peur de voir des crimes comme ceux de Polanski ou bien d'autres augmenter à

cause de leur influence négative est légitime. Cependant, toute forme d'attaque frontale à l'encontre des contenus des artistes serait à mon sens une erreur de raisonnement. Prenons le cas d'un rappeur qui raconte la vie au quartier. On peut s'insurger de la violence des propos et de la glorification de la criminalité qui y figurent. Mais le rappeur ne fait que décrire son quotidien. Et, si l'on écoute ses morceaux avec un peu d'attention, on peut souvent y discerner une lassitude de l'auteur sur sa propre situation, témoignage que malgré l'apologie de la violence qu'on peut voir au premier abord, il y a un réel recul chez l'artiste. S'il y avait une pierre à jeter, elle devrait plutôt atterrir en direction des responsables de l'état actuel des quartiers plutôt que sur les rappeurs qui y vivent. C'est la situation qui crée l'œuvre et non l'inverse.

Néanmoins, des artistes habiles aux créations malveillantes peuvent trouver une oreille attentive chez des gens en situation difficile, influençables, changeant des personnes vulnérables en individus dangereux. Afin de protéger ces gens des contenus menaçants, on peut se poser la question de la censure. Censurer, c'est empêcher la diffusion d'un contenu afin d'en limiter l'influence. C'est ce que font beaucoup d'Etats, ou bien des réseaux sociaux comme Facebook par exemple. Mais lorsqu'on tente d'interdire l'accès à quelque chose, la nature et la curiosité humaines font que l'on finit souvent par le rendre populaire :

c'est même, dans la plupart des cas, une publicité inespérée. Les actions du gouvernement ont ainsi fait de Dieudonné une figure importante des sans voix, un effet inverse à celui recherché.

À moins d'être extrême et fermement exécutée, la censure est inefficace. Elle est aussi immorale : dans une démocratie, ce n'est pas au gouvernement de décider ce que ses citoyens voient et écoutent. Les gens sélectionnent et approuvent un contenu en lui donnant de l'importance, et les tendances du moment sont un témoignage précieux qu'il faudrait recueillir plutôt que tenter d'influencer. Si l'on pense que les gens ne sont pas capables de faire le discernement entre l'artiste et son contenu, alors autant renoncer également à la démocratie.

Au final, il n'est pas souhaitable de discriminer une œuvre à cause de l'artiste qui l'a produite. La diffusion de contenu créé par des humains malfaisants ne doit pas gâcher le plaisir d'apprécier leur art. Et s'il subsiste un problème malgré tout, il doit être résolu par la discussion, l'écoute et l'éducation, tout simplement parce que le reste ne marche pas. Sur ce, je m'en vais pleurer en regardant Le Pianiste.

GAETAN

Rencontre au sommet : Musk et Bou- teflika réinventent l'aérospatiale





Démocratie jaune

Peut être ne le réalisons-nous pas, puisque le présent est difficile à analyser, mais notre pays vit l'un des plus importants chapitres de son histoire sociale.

Depuis six mois, les Gilets Jaunes battent le pavé, inlassablement, dépassant la menace du LBD et de la matraque. Loin de la caricature d'une grogne rétrograde, fascisante, anti-écologique et antisémite, les préoccupations sociales sont leur terrain de lutte et la rue, les rond-points, leur moyen d'expression.

Pourquoi utiliser ce biais ?

Le gouvernement fait valoir le caractère antidémocratique de cette démarche, à l'image de M. Macron, qui a déclaré que «la démocratie, ça ne se joue pas tous les samedis après-midi». Il faudrait ainsi se saisir des institutions démocratiques qui existent et qui sont censées permettre une expression populaire. Mieux encore, l'exécutif a lancé un grand débat, une façon pour le gouvernement d'écouter au mieux les demandes de son peuple, qui trouve ainsi un lieu pour s'exprimer. Passons rapidement sur la manière descendante et condescendante d'aborder le processus démocratique : «Parlez, je trancherai».

Mais, si le peuple estime que la manière la plus efficace pour se faire entendre passe par la rue, et ce, malgré l'intense répression mise en place, ne serait-ce pas que la machine démocratique est grippée ? Et en fait, qu'est que la démocratie ?

«Pouvoir au peuple» me direz-vous. Certes, mais sortons de cette formule incantatoire. La démocratie, c'est une organisation politique et sociale permettant d'arbitrer les conflits inhérents à toute société. En plus succinct, la démocratie, c'est le conflit. Car en effet, toute société est traversée de rapports sociaux, d'intérêts divergents, et par conséquent, de conflits. Il n'y a jamais de solutions consensuelles, qui satisferaient totalement tous les partis, toute solution est un ar-

bitrage vers un compromis. Posé ce constat, il s'agit de le prendre à bras le corps pour les identifier, les débattre, et les arbitrer. L'ignorer ne peut que permettre d'exacerber les tensions existantes - imaginez une cocotte-minute sans soupape.

Peut-on dire que le vote proposé aux Français permet cette résolution des conflits ? L'élection star qu'est la présidentielle supprime toutes les autres par la couverture médiatique et le pouvoir accordé au gagnant. Pourtant, que peut-on constater des alternances de présidents au fil des années ? Y a-t-il eu une inflexion des trajectoires économiques et politiques ? Le libéralisme triomphant, la «mondialisation heureuse» semblent être devenus immuables dans le cadre de pensée du Pouvoir.

Les institutions existantes ont ainsi perdu tout crédit auprès de nombreux citoyens. Détestation de la classe politique et médiatique, abstention massive, les symptômes sont nombreux. Les gilets jaunes peuvent alors être perçus comme une conséquence de cette démocratie immobile.

Alors, pourquoi considérer que la rue serait un moyen d'expression illégitime ? Si la phase de prise de parole nécessaire au processus démocratique n'est pas accessible par le vote, comment ne pas voir la rue comme un recours, mécaniquement ?

Presque miraculeusement, les préoccupations sociales ont trouvé un écho dans le champ médiatique et dans le débat public, grâce aux Gilets Jaunes, lors d'une séquence politique en suspens. Antidémocratique ? Au contraire, une reconquête de la politique par le peuple, une prise de pouvoir des souverains, en somme, une revitalisation de la démocratie.

ILAN

Culture U.S.A

Comme l'indique le titre du sujet, la culture américaine s'impose par la langue, mais pas seulement ! Plongée au coeur de la mondialisation culturelle.

Les productions cinématographiques de Disney le placent en tant que meneur des tendances culturelles, non seulement américaines, mais également mondiales. Le tempo est en effet donné par Hollywood depuis très longtemps, quitte à étouffer les productions étrangères dans leur hégémonie. Non seulement ceci laisse peu de place aux non-américains, mais ceci les force également à s'aligner, bon an mal an, sur les lignes directrices portées par Disney.

Mais un autre effet est de diffuser le mode de vie américain dans le monde. Les personnages sont créés par des américains, les acteurs sont américains, les histoires se déroulent aux USA, et ce sont quantités de détails américains qui s'imprègnent dans la vie des consommateurs. Ainsi la culture américaine incarnée par Disney n'est que le reflet de la domination économique d'une classe sociale aisée américaine.

Il est ainsi intéressant de se questionner sur la légitimité des insertions de cultures à l'étranger. Le sujet est éminemment épineux, et peut tomber dans une xénophobie rance, ce dont nous nous garderons bien ici.

Il ne s'agit pas de dénoncer les mélanges de cultures qui sont au contraire source de compréhension et de lien entre les peuples. Il s'agit de comprendre des mécanismes de domination à l'oeuvre lors de

la diffusion ad nauseam d'une culture homogène dans des territoires étrangers. Cette culture peut imposer petit à petit une vision du monde, d'un ordre économique et politique au détriment de la souveraineté des peuples.

Non contents d'inonder le marché cinématographique, les américains fabriquent en masse des produits dérivés, pour imprégner dans toutes les strates des vies des consommateurs les représentations de leurs films, dans une continuité de la logique évoquée précédemment.

Mais la raison purement économique, suivant la logique capitaliste de maximisation du profit est un angle de compréhension de la mécanique. Le cinéma est un domaine juteux. S'il peut également asséoir une domination culturelle, et, dans une boucle de rétroaction, permettre à nouveau de créer du profit, alors il n'y aurait aucune raison pour les firmes de ne pas s'y risquer.

Les films suivent d'ailleurs de plus en plus une continuité entre les épisodes, forçant les spectateurs à tous les visionner, dans une logique de consommation à outrance. L'objet filmique est ainsi transformé en objet marchand source de profit, au détriment de l'aspect artistique, aseptisant la production, et détruisant, un peu plus, l'autonomie créatrice des artistes aux manettes, au profit de financiers, de logiques comptables. L'art ou le profit, il faut choisir.

SOFI & ILAN





En Marche pour le climat !

Les classes sociales représentées dans les mouvements écologistes sont plutôt blanches, petites bourgeoises, étudiantes, et, osons le terme, « bobo ». L'ampleur des récentes mobilisations est à féliciter et suscite nécessairement beaucoup d'enthousiasme. Les marches ont de nombreux intérêts politiques, et ne sont pas des balades inutiles.

Manifester, c'est faire collectif. C'est donc s'opposer à l'atomisation de la société entamée par le libéralisme depuis 30 ans, avec la mise en concurrence de tous contre tous. C'est croiser des personnes partageant un socle de valeurs communes. C'est également une façon de se forger une culture politique. En manifestant, on rencontre d'autres personnes, qui n'ont pas nécessairement la même culture politique que nous. On discute. On débat. On lit des tracts. En bref, on anime la démocratie.

Faire collectif, c'est faire masse. Faire masse, c'est une stratégie révolutionnaire, en rattachant un maximum de wagons, en misant sur le poids du peuple.

Par ailleurs, faire collectif, c'est esquiver le piège de l'éco-

logie libérale, qui voudrait diviser la lutte écologiste en une somme de luttes individuelles, alimentant cette logique d'atomisation et d'isolement des individus. C'est aller outre le seul « geste individuel », qui, pris en tant que finalité de la lutte, a une potentialité de transforma-

tion sociale quasi nulle, tant les rapports de force en jeu sont déséquilibrés. A titre d'exemple, en France, 12% seulement des déchets totaux sont liés aux déchets ménagers. Sans politique coordonnée visant entreprises et institutions, point de salut.

Mais une marche ne peut

non plus se revendiquer à elle seule comme un acte révolutionnaire suffisant. D'abord, regardons l'impact des mobilisations écologistes récentes. Dans la classe politique, des bénédictions et de bonnes intentions, mais quid des actes ? Très peu, voire encore moins... Vu l'ampleur

d'autres moyens d'action.

Si l'on sait maintenant que l'on ne peut plus éviter des catastrophes destructrices, des trajectoires plus douces que d'autres sont envisageables pour tenir des objectifs de réduction des émissions de CO2 proposés par le GIEC.

L'urgence climatique à laquelle il faut répondre nécessite une remise en question

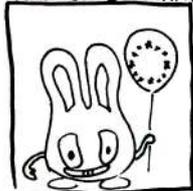
de notre système politico-économique mais également un changement culturel des mentalités. Nous qui courrons si vite après l'argent et le confort, nous voilà essouffés pour fuir un scénario de décroissance que nous pourrions encore choisir.

SOFI & ILAN



Le meme Konkonprenpas

VOICI UN EUROPAÏN



VU PAR ASSELINEAU



VU PAR ILAN ET BLAC



VU PAR MACRON



VU PAR LES ENFANTS



VU PAR LE PEN



Tout le monde au confessionnal

VIENS MA FILLE,
DIEU PARDONNE TOUT *

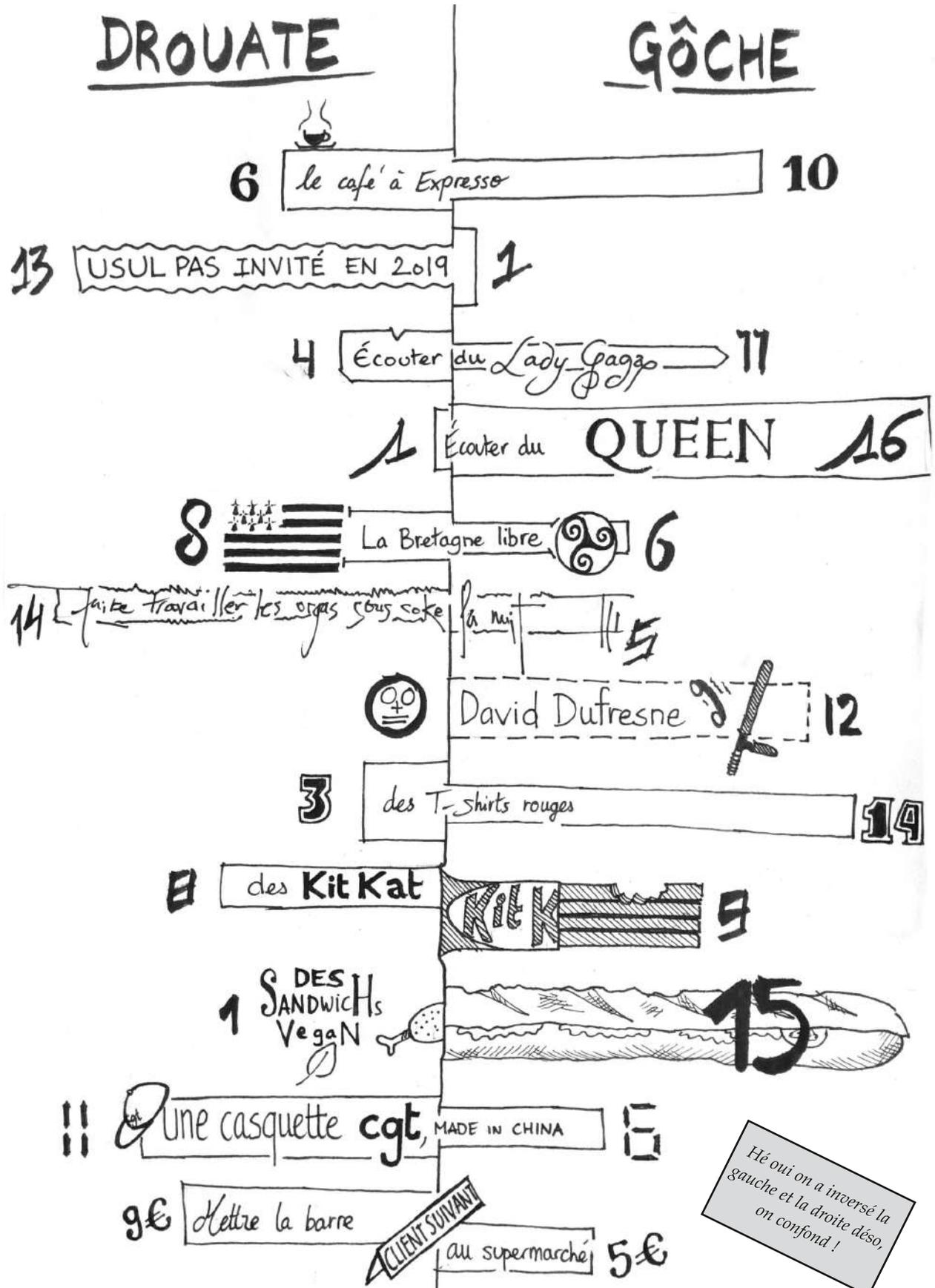


* offre soumise à conditions bien cachées

7 Sondage



Nous vous avons sondés afin de démarquer ce qui est de gauche de ce qui est de droite sur différents thèmes d'une importance capitale. Après de longues analyses voici les résultats présentés d'une manière synthétique, tout cela grâce à notre *data journalist* !



Hé oui on a inversé la gauche et la droite désolé, on confond !

8 Boss final



C'est nos voisins qui nous ont filé ce truc alors on le met là !

Chers membres
de l'Insatiable,

Votre présence sur
expresso m'était
tellement insupportable
que j'ai essayé
de l'interdire,
un peu comme
notre très-cher
Castaner.

Avec toute
notre considération
hautaine,

L'Équipe en
charge du D F451